

Merci Geneviève pour ta présentation.

Chers productrices, producteurs, délégués, employés et collègues des autres provinces, je vous souhaite la bienvenue, en mon nom et au nom de tous les producteurs de lait du Québec, à notre assemblée générale annuelle.

Je salue également tous les partenaires et invités du secteur de la transformation, du transport du lait, des services-conseils, de nos fournisseurs, des institutions et des gouvernements qui se joignent à nous en direct sur Facebook. Bienvenue à tous! Welcome!

C'est notre première assemblée générale annuelle depuis 2 ans, et ma première en tant que président. L'assemblée générale annuelle d'avril dernier a été annulée alors que Bruno Letendre a quitté ses fonctions de président, comme il l'avait annoncé un an auparavant. J'en profite d'ailleurs pour saluer et reconnaître tout le travail qu'il a accompli durant ces années pour veiller aux intérêts des producteurs. Nous aurons l'occasion de souligner en personne son travail dès que nos assemblées pourront de nouveau être en présentiel. La crise de la COVID-19 a amené le défi de poursuivre nos activités à distance. En plus du télétravail, toutes nos réunions sont passées au mode virtuel.

Et nous voici maintenant, presque un an plus tard, à l'AGA 2021. Bien sûr, les formules virtuelles nous privent des contacts et des échanges en personne, mais elles sont également une opportunité de rejoindre plus de producteurs et de partenaires qui ne peuvent pas toujours se déplacer. Le télétravail fait maintenant parti de notre réalité en plus de toutes nos instances qui sont passées en mode virtuel.

J'ai commencé mes nouvelles tâches de président dans un contexte de crise sans précédent qui a touché de plein fouet non seulement l'ensemble de la société québécoise, mais la planète entière. Notre industrie a eu à s'adapter rapidement aux besoins instables et chaotiques du marché alors que tout le Québec est passé en mode confinement.

Rapidement, la production alimentaire a été reconnue comme un service essentiel par le gouvernement du Québec. Cette reconnaissance nous a permis de continuer à faire ce que nous faisons de mieux : nourrir les Québécoises et les Québécois.

Dès le début de la crise, nous avons pris nos responsabilités pour freiner la propagation de la COVID-19. Grâce à notre agilité avec nos partenaires du secteur des transports et de la transformation, nous avons renforcé les mesures d'hygiène, de prévention et de biosécurité de l'ensemble de la filière afin de maintenir la chaîne d'approvisionnement entièrement fonctionnelle.

Vous, productrices et producteurs de lait, avez été fortement mis à contribution pour réduire la production au cœur du printemps, alors que les troupeaux sont au pic de leur production. Je tiens à vous remercier encore une fois pour vos efforts et votre vision collective. Votre solidarité dans ce processus a généré les effets escomptés et a su démontrer toute l'agilité de notre modèle de gestion de l'offre.

Cela n'aurait pas été possible sans les outils indispensables de la mise en marché collective dont se sont dotés les producteurs laitiers d'ici. La réaction québécoise et canadienne à la crise aura été plus rapide, coordonnée et efficace que dans les pays qui ne bénéficient pas de cet outil, notamment les États-Unis.

Nous avons aussi travaillé avec le gouvernement pour augmenter notre capacité de stockage du fromage. Les producteurs et certains transformateurs se sont également unis pour remettre des dons additionnels qui ont porté le total à un niveau historique de quelque 4 millions de litres de lait pour aider les plus démunis. Ces dons ont été faits aux frais de l'industrie, sans dépenses de nos gouvernements. Le contexte de pandémie et d'insécurité alimentaire pour plusieurs Québécois nous a prouvé plus que jamais qu'il est important de faire preuve d'engagement social envers notre communauté.

Chez nos voisins du sud, le gouvernement a dû investir des sommes majeures pour soutenir son industrie. À titre d'exemple, le Farm Bill, un programme qui compense les producteurs lorsque leur marge de profit baisse sous un certain seuil, est passé de 279 millions \$ américains en 2019 à 637 millions en 2020. Le gouvernement américain a également mis en place un Programme d'assistance alimentaire de près de 2,8 milliards de dollars pour le secteur laitier seulement et un programme de boîtes alimentaires pour les plus démunis pour lesquelles il a acheté 1 milliard de \$ de produits laitiers.

Notre prix a certainement varié à cause de la crise de la COVID-19, mais moindrement qu'aux États-Unis. On a dû faire face à beaucoup de fluctuations, alors que notre système nous a habitués à des prix plus stables. Le recul important du marché du fromage dans le contexte de la pandémie et la chute des prix mondiaux dans les premiers mois de la crise ont nui à la hausse attendue. Les prix se sont graduellement rétablis dans la 2<sup>e</sup> moitié de l'année 2020, mais la hausse sur toute l'année est de seulement 0,46 %. Nos revenus ont définitivement été plus bas que ce qui était envisagé pour 2020, mais le travail conjoint de toutes les provinces a permis de déclencher le mécanisme de consultation pour les circonstances exceptionnelles. Cela a mené à un ajustement de prix de près de 2 % pour les classes 1 à 4 en février dernier.

La pandémie aura aussi mis en lumière l'importance de partager les risques. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les 10 provinces canadiennes en décidant de mettre en commun l'ensemble de leurs revenus à partir du 1<sup>er</sup> juin 2020. Ce changement important, surtout pour les producteurs de l'Ouest, se fera sur une période de 4 ans, pour une mise en commun complète au 1<sup>er</sup> juin 2023. L'interrelation des marchés du lait de consommation et de transformation, les impacts des accords commerciaux et l'ensemble des risques auxquels nous sommes confrontés nous imposaient d'aller plus loin dans le partage de nos revenus. Ces décisions visent à rétablir l'environnement commercial et à mieux nous positionner pour le futur comme producteur laitier canadien. Nous devons tous travailler ensemble pour le revenu des producteurs et pour la croissance des marchés.

Le contexte de la pandémie, combiné à la croissance des importations liés aux accords commerciaux, a eu pour effet de réduire notre croissance. Au cours de la dernière année, les besoins canadiens ont crû de 0,49 % et le quota de P5 de 0,64 %. Ce niveau détonne avec la moyenne des 5 dernières années qui était de 3,7%. Malgré une croissance moins importante que ce qui avait été prévue et la limitation de la production en avril dernier, la production provinciale a tout de même augmenté de 1 % en 2020.

Cette croissance, on la doit à nos consommateurs qui sont demeurés fidèles à nos produits même si la crise a changé leurs habitudes et lieux de consommation. Les Québécoises et les Québécois ont été conscientisés sur la fragilité des lignes d'approvisionnement dans plusieurs domaines, notamment le secteur alimentaire. Ils ont développé une aspiration commune à consommer local, selon les règles d'ici, et à réduire notre dépendance aux produits étrangers. Ce désir d'autonomie est au cœur même de notre modèle agricole. Nous devons saisir cette opportunité pour renforcer l'appui de la population à la gestion de l'offre. La situation démontre que notre modèle est dynamique et innovant, qu'il a toujours sa place et qu'il est capable de se renouveler.

Ça fait longtemps que nous faisons appel à cette solidarité des consommateurs. Le logo de la petite vache bleue est l'outil idéal pour leur permettre de reconnaître les produits laitiers faits à 100 % avec du lait d'ici pour encourager les producteurs d'ici. Rappelez-vous la vague de sympathie que nous avons reçue lors de la signature de l'ACEUM alors que les consommateurs ont choisi nos produits devant ceux des américains. Nous méritons cette confiance, mais il faut maintenir tous nos efforts pour la conserver. Il faut continuer de travailler ensemble, mais aussi avec tous nos partenaires vers cet objectif commun.

Les consommateurs sont de plus en plus soucieux de la qualité des aliments qu'ils mettent dans leur assiette. Ils demandent des produits naturels, locaux et qui sont produits dans le respect des animaux et de l'environnement.

Et c'est précisément ce que nous leur offrons. Avec notre programme de certification proAction, nous avons le moyen de démontrer nos bonnes pratiques et nos efforts d'amélioration continue. Nous pouvons rassurer le public sur nos modes de gestion sains et responsables, tant au niveau des animaux que de l'environnement, notamment avec la mise en place du volet environnemental cette année. Il faut viser l'excellence, rien de moins! Ils s'attendent à de la transparence de notre part. Ils réclament les meilleures pratiques.

Nous l'avons vécu cet hiver alors que les médias ont soulevé des critiques sur l'utilisation de suppléments dérivés de l'huile de palme dans l'alimentation des vaches laitières. On a eu beau expliquer qu'il s'agissait d'un sous-produit de l'alimentation humaine, qu'il est utile et que son usage a toujours été encadré et respectueux des normes gouvernementales,... sa présence dans la production laitière a tout de même suscité un nombre important de réactions.

Les consommateurs ne voulaient pas entendre ces nuances. Leur position est claire et sans équivoque : ils n'aiment pas que ce produit soit utilisé en production laitière. Maintenir le statu quo n'était pas une option. Il aurait eu pour effet d'effriter la confiance du public envers toute l'industrie et nos produits, une situation perdante pour nous tous.

C'est pourquoi il était de notre responsabilité de réagir vite et de poser un geste concerté et significatif pour démontrer que nous étions à l'écoute. Nous avons donc demandé aux producteurs de cesser l'utilisation de produits contenant des suppléments dérivés de l'huile de palme. Oui, cette décision s'est prise rapidement, mais elle s'inscrit en continuité d'un travail qui était déjà amorcé depuis plusieurs années, que l'on pense à nos investissements en recherche et au développement d'outils comme ProfiLab pour améliorer les profils d'acide gras du lait. Notre politique de paiement, qui débutera le 1<sup>er</sup> août 2021, témoigne aussi de notre volonté déjà existante de retirer ces suppléments de l'alimentation de nos vaches.

C'est aussi un enjeu que nous devons aborder en tant que filière, car la perception des consommateurs nous affecte tous, que ce soit au niveau de la qualité de la matière ou des produits finis. Cela démontre toute l'importance de notre stratégie filière. Nous avons déjà une bonne relation de travail avec nos transformateurs. Nous savons nous unir pour faire face à différents enjeux, comme pour maintenir la chaîne d'approvisionnement au début de la crise de la COVID-19 ou pour se conformer aux nouvelles mesures imposées par l'ACEUM. Par contre, du travail reste à faire et nous devons poursuivre nos efforts afin d'avoir un message commun sur l'ensemble de nos enjeux. On doit réussir à mieux se comprendre et à parler d'une seule voix auprès de nos consommateurs.

Nous allons donc aborder ce dossier par un travail concerté et solidaire de l'ensemble de la filière. Déjà, les fabricants d'aliments, les conseillers en alimentation et Lactanet nous appuient dans ces changements. Nous serons également à l'affût des conclusions qui émaneront des travaux – déjà amorcés – du comité national d'experts mis en place par Les Producteurs laitiers du Canada.

Les producteurs ont écouté les consommateurs et entrepris des démarches pour trouver des solutions à leurs préoccupations. Toutefois, le débat sur l'utilisation de l'huile de palme n'est pas propre à l'industrie laitière. Nous espérons que l'ensemble de l'industrie alimentaire se penchera sur la question, l'huile de palme étant largement utilisée comme ingrédient dans l'alimentation humaine. Le gouvernement et les transformateurs doivent également être cohérents dans leurs actions. Ils doivent appliquer la réciprocité des normes sur tous les produits et ingrédients laitiers importés. Nous portons ce message et nous nous assurerons d'être entendus dans ce dossier.

Toujours au niveau politique, nous avons remporté une grande bataille en 2020 en obtenant une annonce officielle pour le versement des compensations en lien avec les parts de marché concédées l'AECG et le PTPGP. Sept années d'appels, de rencontres et d'actions publiques ont été nécessaires pour transformer des engagements en déclaration concrète. Vous êtes nombreux à avoir exercé ces moyens de pression. C'est en nous unissant à travers le Canada que nous avons réussi à faire entendre notre voix.

Ainsi, ce sont environ 1,4 milliards de \$ qui seront versés sur 3 ans aux producteurs de lait, dont 468 M\$ ont pu être réclamés en mars à l'échelle canadienne. Ces sommes nous permettent d'absorber une partie des pertes résultant de ces accords. C'est de l'argent qui retourne dans nos régions dans une période où elles en ont bien besoin. En 2020, nos fermes ont investi 600 millions de \$ pour moderniser nos bâtiments nos équipements et notre machinerie. C'est sans compter les quelques 65 000 emplois générés par notre secteur et notre contribution de plus de 5 milliards de \$ au PIB canadien ainsi qu'à plus de 1 milliard de \$ en recette fiscales. Notre secteur est important pour notre autonomie alimentaire, mais aussi pour notre économie.

Toutefois, cette annonce ne met pas fin à notre bataille pour des compensations. Malgré les nombreux engagements, aucune annonce n'a encore été faite au sujet de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. En plus des concessions de marchés qui affectent notre niveau de production à la ferme et nos revenus, cet accord nous lie les mains en limitant l'exportation de produits qui nous permettait de valoriser nos SNG en trop. Le plafond de 35 000 tonnes pour les exportations de concentrés de protéine de lait et de poudre de lait écrémé représente un sérieux défi !

Pour y faire face, c'est l'ensemble de la filière qui doit faire des efforts. Au niveau de la ferme, nous allons travailler à réduire les quantités de SNG produites, et ce, dans toutes les provinces. De leur côté, les transformateurs doivent augmenter leur capacité de transformation et développer de nouveaux débouchés. Cela nécessitera d'importants investissements pour lesquels nous aurons besoin d'un appui politique. Je tends la main à tous nos gouvernements afin de faire preuve d'imagination et de travailler avec nous afin de nous doter d'une vision à long terme pour notre industrie.

À l'annonce des compensations en novembre, la ministre de l'Agriculture Marie-Claude Bibeau a déclaré vouloir entamer rapidement les discussions à ce sujet, ce à quoi notre organisation a offert toute sa collaboration. C'est une bataille à poursuivre au cours de la prochaine année.

Pour ce qui est du futur, nous continuons de demander au gouvernement de respecter son engagement de ne plus faire de concessions dans le secteur laitier dans les futures négociations commerciales. Nous avons besoin de l'appui de tous les partis politiques fédéraux dans ce dossier. Le Canada a d'ailleurs démontré qu'il en était capable en concluant, à la fin novembre, un accord commercial transitoire avec le Royaume-Uni sans sacrifier aucune part de marché supplémentaire.

J'ai d'ailleurs témoigné devant le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes pour donner notre appui à cet accord transitoire. J'ai demandé à ce que les dispositions de l'entente soient intégralement reproduites dans un éventuel accord à long terme : aucun accès additionnel au marché laitier canadien ne doit être accordé, ni en fromage ni aucun autre produit laitier!

Chaque fois que le gouvernement canadien concède un accès aux marchés laitiers, un plus grand nombre de produits laitiers canadiens sont remplacés par des produits étrangers sur les tablettes de nos magasins. Ce sont nos fermes qui sont mises en péril par ce genre de décisions. Ça impacte nos familles de producteurs, les personnes qui gagnent leurs vies grâce au secteur laitier et nos collectivités rurales. Nous devons mettre fin à cette érosion si nous voulons que l'industrie laitière canadienne conserve sa vigueur et son dynamisme. Nous avons assez donné.

Les concessions assorties de promesses d'indemnisation ne sont pas un modèle pour les négociations commerciales. Le gouvernement s'est engagé à ne plus faire de concessions sur les produits laitiers; ce doit être la norme à l'avenir.

En mars, la Chambre des communes s'est prononcée en faveur de l'étude en comité du projet de loi C-216 qui vise à empêcher les brèches dans la gestion de l'offre dans les prochaines négociations d'ententes commerciales. Même s'il demeure à être adopté en troisième lecture, c'est un moment très important dans la défense de notre système! L'Assemblée nationale du Québec a elle aussi renouvelée son appui en adoptant une motion qui demande au gouvernement du Canada de protéger intégralement le modèle de gestion de l'offre dans le cadre des accords internationaux à venir. Un autre symbole très fort!

Ces appuis sont le reflet de longues années de discussions avec nos élus pour les sensibiliser à nos enjeux et aux impacts de leurs décisions sur notre industrie, nos entreprises, nos familles. C'est le résultat d'un effort national, mais aussi du leadership de notre province et de nos producteurs dans ces revendications.

Chaque fois qu'un producteur utilise sa voix pour faire connaître notre réalité, il contribue à rappeler tout le travail que nous accomplissons pour assurer un approvisionnement en lait de la plus grande qualité. Que ce soit auprès de vos députés, des journalistes ou même des consommateurs sur les médias sociaux, vos messages aident à défendre nos intérêts et à faire parler de nos enjeux. Nous sommes plus de 10 000 propriétaires de fermes laitières au Québec. Il ne faut pas sous-estimer notre force pour informer nos concitoyens.

D'autres accords commerciaux seront certainement négociés dans les prochaines années. Il est important de maintenir nos appuis pour conserver notre système de gestion de l'offre et nos marchés sans brèches additionnelles. Il nous appartient de promouvoir notre gestion de l'offre qui offre une production locale et une sécurité alimentaire pour tous.

Pour terminer, je tiens à remercier sincèrement tous mes confrères au sein du conseil d'administration qui m'ont conseillé et supporté tout au long de la dernière année. Leurs implications et leurs résiliences ont été grandement sollicités au fil des derniers mois. Avec le soutien d'employés dynamiques en région et à Longueuil et menés par une directrice générale engagées, j'entrevois les prochains mois avec optimisme afin de développer notre filière laitière québécoise. Je prends également un instant afin de remercier ma conjointe Patricia, mes 3 enfants et bien sûr toutes mon équipe à la ferme qui permettent de me consacrer pleinement pour vous producteurs tout en continuant de développer une entreprise dynamique pour la prochaine génération.

Merci!